

Rapport de la conférence CAPSE du 16 septembre 2025

Introduction

Par Jossie Ravomanana, chargée de l'ingénierie de formation et projets européens chez ESS France, membre du consortium du projet CAPSE.

Le projet CAPSE, un programme européen Erasmus+, a été mené en France, Belgique et Espagne entre 2023 et 2025. Il a exploré la question de **la parité dans l'économie sociale (ES)**. Si cet écosystème affiche des résultats meilleurs que l'économie classique, il reste encore des progrès à accomplir.

Le projet s'est articulé autour de plusieurs étapes clés :

- un **état des lieux et une analyse des pratiques** à travers une enquête et des entretiens (Sciences Po Bordeaux),
- **l'élaboration d'un guide méthodologique** (ConcertES),
- la **conception et l'expérimentation de formations** dans les trois pays, mobilisant 19 fédérations et réseaux (COCETA),
- ainsi que la production de **supports de diffusion** : infographies nationales, vidéos-témoignages, événements de dissémination.

Il se conclut par la publication d'un **livre blanc** coordonné par Pour la Solidarité-PLS, rassemblant des recommandations opérationnelles et politiques pour renforcer la gouvernance paritaire dans l'économie sociale.

La conférence de clôture vise à mettre en lumière ces résultats et à ouvrir des pistes concrètes pour faire évoluer les pratiques de gouvernance à l'échelle européenne.

Table ronde 1 : « Mettre en œuvre la parité dans les instances de l'ESS : outils, leviers et résistances »

Intervenantes :

- > **Patricia Cardon**, Directrice du Pôle Accompagnement au Crédal
- > **Annika Cayrol**, Codirectrice de Financité
- > **Caroline Demeyere**, Professeure à l'UCLouvain
- > **Nadine Richez-Battesti**, Maîtresse de conférences, Aix-Marseille Université, membre du consortium du projet CAPSE

Modératrice :

- > **Jossie Ravomanana**

Cette table ronde s'est concentrée sur les aspects opérationnels de la mise en œuvre de la parité dans l'ES, en explorant les outils, les leviers et les obstacles rencontrés.

Caroline Demeyere a souligné que les résistances à la parité sont structurelles et ne sont pas le fait d'individus isolés. Elle a noté que l'ES est soumise à des mécanismes similaires à ceux observés dans d'autres types d'organisations, tels que la ségrégation verticale et horizontale, la

difficulté d'accès au capital social et l'invisibilisation des inégalités liées à d'autres sphères de la société. Elle a mis en garde contre les liens trop rapides entre gouvernance féminine et performance, soulignant la nécessité d'une approche nuancée et prudente.

Patricia Cardon a partagé les résistances fréquemment rencontrées lors de l'accompagnement des structures de l'ES, notamment le manque de priorité accordée aux questions de genre, la perception erronée que l'ES est naturellement inclusive, la peur du militantisme, le manque d'outils et la méconnaissance des enjeux. Elle a souligné l'importance de convaincre les dirigeant·es, de former et de sensibiliser, de collecter des données et de créer des espaces sûrs pour encourager le dialogue.

Annika Cayrol a présenté des actions concrètes mises en œuvre par Financité, telles que l'inscription dans les statuts de la volonté d'avoir 40% de chaque genre dans le conseil d'administration, la co-direction bi-genrée, l'intégration de la perspective genrée dans la conception et la mise en œuvre des activités, et l'utilisation systématique de l'écriture inclusive. Elle a souligné l'importance de l'impulsion de certain·es membres de l'équipe et de l'écoute active des voix minoritaires.

Nadine Richez-Battesti a souligné les inégalités dans la prise en compte de la question du genre entre les trois pays partenaires du projet CAPSE, malgré des contextes de l'ES relativement proches. Elle a noté que la dimension de la parité était souvent pauvre dans les projets politiques des réseaux et des conseils d'administration, et que la question des formations devenait complexe en raison des différences de niveau de prise de conscience. Elle a souligné l'importance de la répétition et de la remise en œuvre régulière des actions de sensibilisation et de formation, ainsi que la nécessité de déconstruire les stéréotypes.

Présentation du livre *Le Matrimoine, Ce que nous ont transmis les pionnières de l'ESS (1830-1999)* par Scarlett Wilson

Scarlett Wilson a présenté son livre *Le Matrimoine, Ce que nous ont transmis les pionnières de l'ESS (1830-1999)*, dont l'objectif est de rendre visibles les femmes ayant contribué à l'émergence, à la construction et au développement de l'ES. Elle a expliqué que le choix du titre, « Le Matrimoine », constitue un geste de provocation, destiné à contrer le glissement sémantique qui a progressivement effacé les femmes de l'histoire. Elle a souligné que, malgré leur contribution essentielle à la société, les femmes ont été largement exclues des droits, des prérogatives, des connaissances et des pouvoirs.

Au cours de sa présentation, elle a détaillé les différentes catégories de femmes mises en lumière dans son ouvrage : les émancipatrices et les moralistes, les femmes de la Commune, les bienfaitrices et les bienfaitantes, les résistantes et les pacifistes, les combattantes, ainsi que les femmes institutionnelles affranchies et décideuses. Elle a insisté sur l'importance de connaître celles qui ont vécu avant nous, les combats qu'elles ont menés et les legs qu'elles nous ont transmis.

Scarlett Wilson a également souligné la nécessité, pour l'ESS, de reconstruire ses fondamentaux et de repenser les secteurs historiquement construits par les femmes. Elle a mis en avant le rôle crucial des réseaux, de la connivence entre femmes, de l'éducation populaire et de la formation. Enfin, elle a exprimé le vœu que « Le Matrimoine » se démultiplie tous azimuts en tant que véritable outil de reconnaissance.

Table ronde 2 : Construire une stratégie politique pour la parité : quelles politiques européennes pour l'économie sociale ?

Intervenantes :

- > **Françoise Goffinet**, Experte Droits des femmes et Gender mainstreaming, santé Cabinet de Yves Coppieters Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités, de l'Economie sociale, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances
- > **Joanne Clotuche**, Experte en politique et développe le plaidoyer chez SAWB
- > **Francesca Petrella**, Professeure, Aix-Marseille Université, membre du consortium du projet CAPSE, membre du Geces, présidente d'EMES

Modératrice :

- > **Manon Bouisset**, chargée de projet chez Pour La Solidarité, membre du consortium du projet CAPSE

Cette table ronde a exploré les stratégies politiques pour promouvoir la parité dans l'ES, en mettant l'accent sur le rôle des politiques nationales et européennes.

Françoise Goffinet a souligné l'existence de nombreux outils juridiques en Belgique pour promouvoir la parité, mais a déploré leur méconnaissance et leur sous-utilisation. Elle a insisté sur l'importance de rendre les données sexuées indispensables et de conditionner les financements publics aux engagements en faveur de la parité.

Joanne Clotuche a présenté les résultats d'une enquête sur le vécu des travailleuses de première ligne dans l'ES, soulignant que la plupart d'entre elles considèrent avoir un poste à responsabilité et ne souhaitent pas nécessairement accéder à des postes de direction. Elle a insisté sur l'importance de l'intersectionnalité et de la prise en compte des inégalités sociales, ainsi que sur la nécessité de favoriser l'éducation permanente et la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Francesca Petrella a souligné l'importance d'une charte européenne sur la gouvernance paritaire comme outil de mise en mouvement, de débat et de comparaison des bonnes pratiques. Elle a insisté sur le rôle des réseaux nationaux et européens pour faire reconnaître les principes de parité dans l'ES, mais a reconnu que le travail est long et que la question de la gouvernance paritaire n'est pas toujours une priorité.

Conclusion

Par Nadine Richez-Battesti.

La conclusion de la conférence a souligné l'importance des narrations et des portraits pour rendre visibles les contributions des femmes à l'ES. Il a été rappelé que la question de la parité et de l'intersectionnalité doit être abordée collectivement, en travaillant au sein des syndicats, des fédérations et des organisations.

La difficulté de mobiliser les acteur·rices politiques a été soulignée, ainsi que la nécessité d'agir à l'échelle micro, en intégrant la sensibilisation à la parité dans les formations et en favorisant la prise de conscience au sein des organisations. Des actions concrètes ont été proposées, telles que l'utilisation de l'Autodiag Flash CAPSE pour évaluer la parité et la diffusion des autres documents produits dans le cadre du projet CAPSE.

Enfin, il a été rappelé que même les petites actions peuvent avoir un impact important et contribuer à transformer la société. L'importance de la collaboration et de la persévérance a été soulignée, ainsi que la nécessité de continuer à sensibiliser et à agir pour promouvoir la parité et l'égalité dans l'ES. La conclusion a remercié tous les participant·es et les organisateur·rices pour leur engagement et leur contribution à cette cause.